
Franck Darty : « Le DSL, une philosophie d'esprit mutualiste »

Responsable du département du développement social et des services aux personnes - CCMSA

[Imprimer la page](#)

Cet automne 2015 restera de triste mémoire. Au-delà des attentats qui ont frappé chacun de nous, Apriles apprenait le 15 octobre dernier le décès d'un partenaire fidèle, d'un compagnon de route de tous les instants, d'un ami. Franck Darty, responsable du département du développement social et des services aux personnes à la CCMSA, partenaire historique d'Apriles, venait de nous quitter, à l'âge de 56 ans. Psychosociologue de formation, Franck avait précédemment été consultant au sein d'un cabinet associatif, expérience qui l'avait sensibilisé aux enjeux de l'évaluation. A la MSA depuis presque 20 ans, il y avait cultivé dès ses débuts, des qualités d'animation et un engagement indéfectible pour les territoires et leurs habitants, notamment à travers le succès des contrats de développement social territorialisés. Loin de réduire le développement social local (DSL) à une simple méthodologie, il en avait fait une véritable éthique. Il avait la conviction que chaque société, chaque

être humain était capable de dépasser son propre intérêt, d'aller à la rencontre des autres pour concevoir et valoriser une vision commune plus solidaire. Cette vision du DSL, Franck Darty l'avait partagé avec ceux d'entre vous présents lors des secondes rencontres d'Apriles, le 10 novembre 2010. Pour lui rendre hommage, nous avons souhaité publier quelques extraits de son intervention, à l'image de cet homme généreux et engagé.

« La première composante du développement social local est la gouvernance partagée. Elle implique un changement de posture des acteurs locaux, des institutions ainsi que des élus. Comme l'évoquait un travailleur social de la MSA, dans le cadre d'un contrat de développement social local, « Si l'adhésion des élus est indispensable à la réussite du projet, il ne faut surtout pas qu'ils le colorent. Il est nécessaire que chacun reste à sa place et aille dans ce sens d'une gouvernance partagée ». Mais il faut également un changement de posture des travailleurs sociaux. En période faste, ceux-ci avaient des solutions toutes faites à apporter aux populations dont ils avaient la charge. Aujourd'hui ils ne les ont plus et pour les accompagner, ils doivent faire avec elles et de ne pas faire à leur place. Ainsi, un travailleur social de MSA me racontait ce qu'un jeune lui avait dit au terme d'un contrat de développement social territorialisé (CDST) « au départ nous pensions qu'une assistante sociale était quelqu'un qui allait nous aider à boucher les trous dans le mur. Finalement avec tout le travail participatif, nous nous sommes rendu compte que le rôle de l'assistante sociale était plutôt de construire le mur avec nous ». Si on ne veut pas être simplement dans l'ingénierie sociale et mener des projets descendants, il est donc nécessaire de laisser le temps aux travailleurs sociaux pour monter et organiser la mobilisation des habitants. Ensuite, il faut se départir d'une évaluation qui serait une évaluation-bilan « a-t-on bien réalisé ce que l'on souhaitait réaliser ? » et plutôt s'interroger sur « est-ce que l'on a bien obtenu ce que l'on souhaitait obtenir ». Là on sera dans une véritable évaluation.

Parallèlement au changement de posture des travailleurs sociaux et des politiques, le développement social local implique également un changement de posture des habitants pour qu'ils ne rentrent pas dans une position consumériste, même s'il est difficile de dire « non on ne va rien mettre en place, on va le faire avec vous ». Le développement social local nécessite d'aller dans le sens de la responsabilisation des habitants et de l'organisation de ces solidarités de voisinage, de ces solidarités de proximité, de ces solidarités familiales. Par exemple, pour faire face à l'avancée en âge de nos sociétés et à l'augmentation du nombre de personnes dépendantes, nous avons besoin d'organiser ces solidarités, car les moyens financiers de la solidarité nationale ne permettront pas de mettre une aide à domicile 24 heures sur 24 derrière chaque personne âgée. Mais nous devons aussi changer de regard face au vieillissement. Il doit d'avantage être vu comme une chance pour notre société. Nous devons nous appuyer sur l'expérience et les compétences de nos aînés.



Le deuxième principe du développement social local, qui me paraît devoir être mis en avant du fait de la crise, c'est la mutualisation des ressources. Face au manque de moyens, si on ne met pas les ressources locales en synergie, si on n'organise pas cette mutualisation, chacun investira de son côté et il n'y aura pas cette plus-value qui fait que parfois $1+1=3$. Les services créés répondront probablement à des besoins, mais ils généreront principalement des consommateurs. Vous n'aurez pas fait naître une dynamique qui perdure pour la mise en place d'autres projets. Pour cela, il faut qu'il y ait participation, responsabilisation et création de lien social sur un territoire. A l'issue d'un CDST, un élu local l'exprimait autrement : « j'ai cru qu'au bout des trois ans la MSA allait se retirer. Mais finalement vous avez un peu joué le rôle des petites roues d'un vélo. Aujourd'hui, on retire ces roues et nous allons essayer de continuer à faire du vélo tout seuls ».

C'est pourquoi, face à la crise, face au manque de moyens, au manque de services et au manque de structures, je pense qu'il est plus que jamais urgent de mettre en place le développement social local dans ces différentes composantes. ».

Estelle Camus

